

# “On a besoin de 600 MILLIONS supplémentaires”



Eugène Ernst, président de la CSC Enseignement, prédit des grèves si le budget de l'enseignement n'augmente pas d'ici 2024.

**Parmi vos priorités actuelles, il y a le refinancement de l'enseignement et plus particulièrement de l'enseignement supérieur. Pourquoi est-il nécessaire, selon vous ?**

“L'enseignement supérieur souffre d'un sous-financement chronique. Aujourd'hui, il y a un large consensus pour dire que ça ne va plus. Quand on voit les chantiers qui sont sur la table – le pacte pour un enseignement d'excellence, la réforme de la formation initiale et le refinancement nécessaire de l'enseignement supérieur –, on se dit qu'on ne va pas y arriver aujourd'hui. Nous demandons donc aux politiques de réfléchir au refinancement pour la prochaine législation.”

**Quels montants supplémentaires devraient être alloués à l'enseignement supérieur, selon vous ?**

“Selon l'Ares (NdLR: Académie de recherche et d'enseignement supérieur), il faudrait 50 millions de plus tous les ans à partir de 2018. Si on fait 50 fois 12, on arrive à 600 millions. Avec cette somme, il me semble que toute une série de dossiers seraient plus faciles à concrétiser.”

**Donc, 600 millions de plus rien**

**que pour l'enseignement supérieur ?**

“Pour la Fédération Wallonie-Bruxelles, car ça voudrait dire que le supérieur ne devrait pas chercher son refinancement en rognant sur les autres niveaux, et ça veut dire que les autres niveaux pourraient continuer à vivre avec le plan financier tel qu'il est prévu dans le cadre du pacte. Si l'on avait ça, les perspectives seraient différentes.”

**Dans quel délai cette question devrait-elle être résolue ?**

“Nous ne sommes pas encore dans l'urgence mais nous ne devons pas tarder à y réfléchir. Il faut absolument trouver des solutions pour 2024 car, si nous n'avons pas de solution, je pense qu'on sera dans une situation assez comparable à celle que la Fédération Wallonie-Bruxelles a connue dans les années 90 avec les fameuses grèves. On sait que l'enseignement secondaire a perdu près de 5 000 emplois à l'époque. Et je pense que ce n'est bon ni pour l'école ni pour le personnel !”

**Vous craignez un manque de réaction du politique sur cette matière ?**

“La revendication que nous portons, c'est de prévenir les difficultés et il serait important que les hommes politiques en prennent toute la mesure. On sent quand même qu'il y a une forme de réaction spontanée venant du politique sur certains

sujets, mais pas vraiment d'anticipation. On le voit avec la question climatique et avec les gilets jaunes. Les gilets jaunes ont raison, leur pouvoir d'achat est chiche. Je pense que c'est une réalité quotidienne de beaucoup de citoyens. On voit que les inégalités s'accroissent, il faut donc trouver des mécanismes redistributeurs. Et ces mécanismes passent en particulier par une forme de solidarité sous la forme de cotisations sociales proportionnelles à ce que les gens gagnent. Pour moi, le système de contribution est quelque chose de positif: parce que je gagne bien ma vie, je participe aux services collectifs, que ce soit la santé ou l'enseignement.”

Maïli Bernaerts

# 50

Selon l'Ares (Académie de Recherche et d'Enseignement supérieur), il faudrait que l'enseignement supérieur reçoive 50 millions supplémentaires chaque année.